

Appel de la LDH - 14 avril 2012

Notre avenir est l'affaire de toutes et tous!

L'élection présidentielle a lieu ces 22 avril et 6 mai ; elle sera suivie des élections législatives les 10 et 17 juin. La Ligue des droits de l'Homme appelle les citoyennes et les citoyens à s'approprier ces élections et à voter.

La Ligue des droits de l'Homme, qui combat depuis 1898 pour les droits politiques et sociaux de tous, Français et étrangers, n'a pas pour tradition de s'exprimer sur le vote avant le premier tour de la présidentielle.

Aujourd'hui, elle le fait avec gravité, en pleine conscience de ses responsabilités, sur la base des valeurs républicaines qu'elle défend et avec la diversité des choix et sensibilités politiques qui la caractérisent.

En juin 2005, face à une loi arbitraire réservant un sort inhumain aux étrangers, la Ligue des droits de l'Homme alertait sur les risques que cette politique faisait peser sur notre démocratie et sur la République. Dans une démarche exceptionnelle, elle lançait un « appel à l'insurrection des consciences ».

En mai 2007, sous l'impulsion directe de Nicolas Sarkozy, ex-ministre de l'Intérieur devenu président de la République, son gouvernement adoptait une série de mesures liberticides, asphyxiant la démocratie, construisant une société de méfiance, de surveillance et d'exclusion, bafouant la justice ainsi que la dignité et les valeurs de la République. Au point qu'en 2009, la Ligue des droits de l'Homme lançait un véritable cri d'alarme sous forme d'une campagne de mobilisation citoyenne, proclamant « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés ! ».

En cinq ans, l'action du président de la République – à nouveau candidat – s'est partagée entre le mauvais et le pire : stigmatisations des populations fragilisées par les crises, agressions contre les organisations syndicales, exaltation de la xénophobie portée par le funeste débat sur « l'identité nationale », refus obstiné de mettre en débat les choix d'austérité, de débattre de l'emploi, des droits sociaux, régulièrement donnés comme les sujets principaux de préoccupation, avant la sécurité et l'immigration, pourtant cyniquement mis en avant pour tenter de rallier des voix sur l'unique base de la peur.

La Ligue des droits de l'Homme considère que poursuivre dans cette voie constituerait une menace des plus graves pour la République. C'est pourquoi, elle appelle les électrices et électeurs à refuser que soit poursuivie – et a fortiori aggravée – la régression des droits et des libertés, la xénophobie d'Etat et l'autoritarisme, la mise en cause de l'égalité des citoyens.

Elle les appelle à exprimer dans les urnes leur volonté de retrouver le vrai visage de la République, et à rester mobilisés au-delà des élections.

Contact presse Anne Garacoïts - LDH service communication - 01 56 55 51 08 - anne.garacoits@ldh-france.org



A découvrir

2007 - 2012 : bilan d'une législature sécuritaire - plaquette

La législature 2007- 2012 restera marquée par le vote d'un grand nombre de lois qui ont encore accentué le caractère sécuritaire de la législature précédente.

Elles ont continué d'organiser la surveillance de toute la population, de créer de nouveaux délits, de désigner un certain nombre de boucs-émissaires, qu'il s'agisse des Roms, des étrangers ou des chômeurs...

En termes de lutte contre la délinquance, l'efficacité de toutes ces lois est loin d'être démontrée. En revanche, elles ont rendu la vie toujours plus difficile pour les victimes de la xénophobie d'Etat, d'une précarité croissante. Au-delà, elles ont aggravé les injustices, agressé l'égalité et asphyxié la démocratie en France...

Téléchargeable sur : <http://www.ldh-france.org/2007-2012-bilan-d-une-legislature>
Commande à la boutique de la LDH : 01 56 55 51 04 / laboutique@ldh-france.org

Un autre avenir ? L'état des droits de l'Homme en France - 2012

L'année 2011 a été marquée à la fois par l'approfondissement de la crise économique, sociale et écologique, par la révolte des peuples arabes et par la préparation d'échéances démocratiques majeures en France. Pour relever ces défis, la Ligue des droits de l'Homme, dans la logique du Pacte pour les droits et la citoyenneté qu'elle a signé avec quarante-neuf autres organisations associatives et syndicales, pense qu'il est temps de porter, à côté de ses « indignations » et de ses critiques des régressions des droits, des propositions pour construire ensemble un avenir différent. Non pas un programme politique pour une alternance, mais des pistes pour des alternatives à la hauteur des enjeux...

Prix 12 € / Prix section 10 €
Commande : <http://boutique.ldh-france.org/> 01 56 55 51 04 / laboutique@ldh-france.org

